



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 12/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EUROGLAS**

ZI  
68490 Hombourg

Références : FR0000000000000828  
Code AIOT : 0006700541

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement EUROGLAS implanté ZI 68490 Hombourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROGLAS
- ZI 68490 Hombourg
- Code AIOT : 0006700541
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société EUROGLAS exploite des installations de fabrication de verre d'une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour. À ce titre cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/Ce du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7.1.	Sans objet
2	cohérence de la demande de dérogation	Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7	Sans objet
3	fréquence d'analyse	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Non-respect du seuil d'incertitude sur le flux de calcaire	Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 28.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été relevé que l'incertitude sur la donnée d'activité du flux de calcaire pour l'année 2023 était supérieure à l'incertitude maximale autorisée par le règlement 2018/2066 CE. L'exploitant a pu démontrer que le dépassement était exceptionnel et qu'un retour à la normale est prévu pour 2024.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : appareils de mesure pour la détermination des niveaux d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 71.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principe de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre des déclarations des niveaux d'activité, les exploitants peuvent déclarer leur niveau de production pour bénéficier d'allocations de quotas gratuits. Ces allocations sont attribuées au prorata des niveaux de production. Les exploitants doivent établir un plan méthodologique de surveillance (PMS) pour décrire les méthodes servant à l'élaboration des déclarations des niveaux d'activité.</p> <p>Dans le dernier PMS transmis par l'exploitant lors de la campagne de collecte de données, le niveau de méthode utilisé pour déterminer la quantité de verre produite correspondait au plus haut niveau de méthode possible à savoir : « 4.4. a) les méthodes prévues dans le plan de surveillance approuvé en vertu du règlement (UE) n° 601/2012 ». Or le plan de surveillance établi dans le cadre des déclarations d'émissions de GES ne fait pas mention de surveillance des niveaux de production.</p> <p>Lors de l'inspection, l'incohérence a été signalée à l'exploitant qui avait déjà corrigé le niveau de méthode dans une nouvelle version du PMS en cours de transmission à l'Inspection. L'exploitant a présenté cette nouvelle version, faisant elle mention d'un niveau de méthode : « 4.4. e) pour la détermination indirecte d'un ensemble de données [...] ». L'exploitant a également présenté un document décrivant la méthode utilisée. Les tonnages de production sont calculés à partir de la quantité de verre nette (produit fini) et du tonnage des bords rebutés puis recyclés. En ce qui concerne les bords, la densité linéaire des chutes (bords) déterminée empiriquement est multipliée par la longueur du verre produit. Pour le tonnage net c'est le volume de verre qui est multiplié par la densité volumique du verre. Le niveau 4.4 e) correspond au niveau de méthode utilisé. Aucune incohérence n'a été relevé quant à la méthode décrite par l'exploitant .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : cohérence de la demande de dérogation**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen 2019/331 du 19/12/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dérogations sur les données d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants [...] utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII.  2. Par dérogation au paragraphe 1, l'exploitant peut utiliser d'autres sources de données conformément aux sections 4.4 à 4.6 de l'annexe VII, pour autant qu'une des conditions suivantes soit remplie:  a) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII n'est pas techniquement possible  b) l'utilisation des sources de données les plus exactes conformément à la section 4 de l'annexe VII entraînerait des coûts excessifs;
<b>Constats :</b>  Le niveau de méthode effectif utilisé pour déterminer le tonnage de production n'étant pas le plus haut niveau exigé, l'exploitant doit adresser une demande de dérogation au préfet. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la demande de dérogation qui accompagnera le futur PMS. Cette demande de dérogation est basée sur l'évaluation de l'incertitude de la méthode utilisée. L'exploitant a détaillé ses calculs pendant l'inspection. Aucune incohérence n'a été relevée. Il reste à comparer l'incertitude calculée avec l'incertitude d'un instrument de mesure sous métrologie ou conforme aux exigences la directive 2014/31/UE ou de la directive 2014/32/UE pour finaliser la demande de dérogation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : fréquence d'analyse**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 35.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, fréquences des analyses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières.
<b>Constats :</b>  Dans le cadre des déclarations d'émissions de GES, l'exploitant déclare les émissions provenant de la décarbonation du carbonate de soude, de la dolomie et du calcaire au cours du procédé de production. Ces émissions sont déterminées à partir des quantités de matière consommées multipliées par les facteurs d'émission. Ces facteurs sont calculés par l'exploitant à partir des résultats des analyses effectuées par les fournisseurs de matière.  L'exploitant a transmis les rapports d'analyses mensuelles pour le calcaire, le carbonate de soude et la dolomie des mois de juillet, août et septembre. Par sondage, des résultats d'analyse ont été comparés aux facteurs d'émissions déclarés dans la déclaration des émissions 2024. Aucune incohérence n'a été constatée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 :** Non-respect du seuil d'incertitude sur le flux de calcaire

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen 2018/2066 du 19/12/2018, article 28.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des seuils d'incertitude
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Pour déterminer les données d'activité conformément à l'article 27, l'exploitant utilise les résultats de mesurage fournis par les systèmes de mesure placés sous son propre contrôle dans l'installation, pour autant que les conditions suivantes soient réunies:</p> <p>a) l'exploitant est tenu de réaliser une évaluation de l'incertitude et de veiller à ce que le seuil d'incertitude correspondant au niveau applicable soit respecté;</p> <p>b) l'exploitant est tenu de faire en sorte que, au moins une fois par an et après chaque étalonnage des instruments de mesure, les résultats de l'étalonnage multipliés par un facteur de correction prudent soient comparés aux seuils d'incertitude requis. Le facteur de correction prudent se fonde sur une série chronologique appropriée d'étalonnages antérieurs de l'instrument en question ou d'instruments similaires, afin de tenir compte de l'effet de l'incertitude en service.</p> <p>En cas de dépassement des seuils associés aux niveaux approuvés conformément à l'article 12 ou en cas de non-conformité de l'équipement à d'autres exigences, l'exploitant prend des mesures correctives dans les meilleurs délais et en informe l'autorité compétente.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le document de calcul des incertitudes sur les données d'activité 2023 transmis par l'exploitant, l'incertitude sur la quantité de calcaire consommé est de <math>\pm 1,69</math>. Or le seuil d'incertitude maximale autorisée par le règlement 2019/331 de la commission est de <math>\pm 1,5</math> (annexe II). L'exploitant n'en avait pas informé l'autorité compétente.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué ce dépassement par la faible consommation de calcaire par rapport à la quantité stockée dans un silo de grande capacité. Ainsi, l'incertitude sur la quantité stockée dans le silo contribue plus fortement à l'incertitude globale par rapport aux années précédentes. Des travaux importants ont eu lieu pendant l'année 2023 conduisant à une interruption de la production, ce qui expliquerait la hausse de la quantité de calcaire stockée.</p> <p>Il a été demandé à l'exploitant de vérifier que l'incertitude sur l'année 2024 est en dessous du seuil réglementaire. La quantité de matière consommée à partir des silos est plus équilibrée et plus importante qu'en 2023 ce qui aura pour conséquence de baisser la contribution de l'incertitude de stockage à l'incertitude globale. L'exploitant estime que l'incertitude devrait bien être inférieure à l'incertitude maximale réglementaire de 1,5%.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite